Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/Texte-commun-Nous-ne-laisserons-pas-Bure-devenir

26 juin 2018

Texte commun : "Nous ne laisserons pas Bure devenir la nouvelle affaire Tarnac !

Texte signé initialement par le Réseau "Sortir du nucléaire", Bure Zone Libre, BureStop55, Cedra 52, EODRA

Mais aussi soutenu par :

Des organisations nationales :

- **ACDN (action des citoyens pour le désarmement nucléaire)**
- **ADN (arrêt du nucléaire)**
- **Agir pour l'environnement**
- **les Amis de la Terre**
- **Alternative Libertaire**
- **ATTAC**
- **Collectif "la fête à Macron"**
- **Confédération paysanne**
- **DAL (Droit Au Logement)**
- **EELV**
- **Groupe d'Action France Insoumise**

- **Greenpeace France**
- **Émancipation tendance intersyndicale**
- **Jeunes écologistes**
- **RAP - Résistance à l'agression publicitaire**
- **Sud-Rail**
- **SUD Culture Solidaires**
- **Union syndicale Solidaires**

et des collectifs et associations locales :

Alternative libertaire Nancy / Les Amis de la Terre Moselle / les Amis de la Terre Poitou / Art Debout / Arrêt du nucléaire Savoie / ASTRE Transition Energ'éthique / ATTAC 88 / BI Lüchow-Dannenberg (Allemagne) / Bure Stop Jura / Bür's de Colmar / Centre Culturel Autogéré de Nancy / CNT interco 54 / Collectif Bure NDDL de Tours / collectif NDDL Paris IDF / Collectif SDN79/ Comité angevin de soutien à Bure / Comité de soutien Bure de Montmédy / Comité de soutien zad 82 / Comité de soutien à Bure 27 / Comité de soutien Bure Longwy / Comité NDDL beauvaisis / Comité Bure de Poitiers / des occupant.e.s de la zad de Notre Dame-des-Landes / les Engraineurs / France Insoumise en Loire Atlantique / Ligue des droits de l'Homme de Perpignan / Nuit Debout Cergy / RAN (Réveil Anti Nucléaire) / Résistance Terre / Solidaires 54 / Sortir du nucléaire Berry-Giennois-Puisaye / SORTIR DU NUCLÉAIRE 27 / STOP EPR Ni à Penly Ni ailleurs / Stop Golfech

Ce mercredi 20 juin, le mouvement d'opposition au projet Cigéo à Bure a été frappé par la vague de répression la plus massive que nous ayons jamais connue en plus de 20 ans de lutte. 11 lieux militants, lieux de vie et lieux de travail ont été perquisitionnés, des portes ont été défoncées sans sommation, des militants jetés à terre et menottés, des intimités ont été violées, du matériel et des documents personnels et militants ont été embarqués. 10 personnes de notre mouvement ont été

arrêtées. À l'heure où nous écrivons, plusieurs sont encore en garde à vue et nous ne savons pas si elles vont être libérées ou placées en détention (depuis l'ensemble des personnes placées en GAV ont été libérées, 3 d'entre elles sont mises en examen).

Militant.e.s membres des associations ou sans-étiquette, investi.e.s de longue date ou ayant fait le choix récemment de s'installer sur le territoire pour y vivre : dans leur diversité, les personnes arrêtées ont en commun une forte implication contre le projet Cigéo. Parmi elles, on compte également un avocat de la lutte, qui assistait nombre de militant.e.s. Son bureau a été perquisitionné, suite à quoi il a été arrêté : or comme l'ont rappelé 50 de ses confrères, cette arrestation porte atteinte au droit de défendre et d'être défendu. Il s'agit donc d'un acte extrêmement grave.

Les chefs d'accusation qui pèsent sur nos ami.e.s sont insensés, amalgamant pêle-mêle : association de malfaiteur, violence en réunion... Ce à quoi rime ce délire, nous le savons trop bien : en réponse aux critiques fondées formulées à l'encontre de Cigéo, à la montée d'une exaspération légitime contre ce projet imposé, les promoteurs du projet n'ont d'autre recours que de saisir n'importe quel prétexte et instrumentaliser des faits isolés pour criminaliser les opposant.e.s. Nous voyons ici se monter sous nos yeux une nouvelle "affaire Tarnac", dont l'objectif est de détourner l'attention des risques réels du projet Cigéo, de construire de toute pièce des suspects et d'affaiblir la lutte. En s'attaquant à des personnes engagées, l'état criminalise celles et ceux qui s'organisent et tente de semer la peur et la division dans les milieux militants.

En réponse à cette construction politique et policière délirante, nous réaffirmons notre unité et notre solidarité. N'en déplaise aux promoteurs de Cigéo, notre mouvement ne se laissera pas écraser ainsi et nos associations ne plieront pas par peur d'être les prochaines sur la liste.

Nous constatons qu'il n'est pas anodin que ce coup de force survienne précisément maintenant, quelques jours après la plus grande manifestation contre Cigéo survenue à Bar-le-Duc depuis une douzaine d'années, marquant un renouveau du soutien populaire à l'opposition à ce projet qui révèle de jour en jour son infaisabilité. Alors même que des ateliers devaient avoir lieu cette semaine à Bure pour ancrer la mobilisation dans la durée. Si cette mobilisation - qui prend de l'ampleur- gêne, c'est bien que le gouvernement est aux abois ! L'État réprime aujourd'hui ce qu'il a tenté d'étouffer pendant des années.

Il n'est pas anodin non plus que la répression frappe alors que la filière nucléaire est en pleine déconfiture, les failles de Cigéo ne faisant que s'ajouter aux retards de l'EPR de Flamanville et aux difficultés économiques d'EDF, qui poursuit sa fuite en avant et refuse de fermer des réacteurs.

Enfin, cette vague répressive survient alors que le gouvernement, suite à l'expulsion du Bois Lejus et à la vague d'émotion qu'elle a suscitée, a annoncé de nombreuses "consultations" et un débat sur les déchets radioactifs à l'automne. De qui se moque-t-on ? Qui peut prétendre que les conditions du débat sont réunies, alors que des personnes fortement impliquées contre Cigéo sont jetées en garde à vue pendant des jours et blessées dans les manifestations ?

Nous ne nous laisserons pas intimider. Nous appelons toutes celles et ceux qui se reconnaissent dans cette lutte à dénoncer cette répression et à ne pas être dupes des discours du gouvernement.

Nous appelons d'ores et déjà à des rassemblements de protestation et de solidarité mercredi prochain 27 juin dans toute la France à partir de 19h pour soutenir nos ami.e.s., les modalités pratiques seront précisées au fur et à mesure.

• La répression ne nous fera pas taire, nous sommes solidaires !

• Déchets radioactifs : ni à Bure, ni ailleurs. Ne pas enfouir, arrêter d'en produire !

- On ne nous atomisera jamais !